

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 MAI 1926.

Projet de loi

approuvant le Traité de Commerce et de Navigation entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la Lettonie (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2),
PAR M. VAN CAUWELAERT.

MESSIEURS,

Le Traité, soumis à votre approbation, est le premier traité commercial conclu entre l'Union Belgo-Luxembourgeoise et la Lettonie, dont l'existence comme État indépendant ne date que de la Grande Guerre.

La Lettonie se compose de l'ancienne province russe de Livonie et de parties des provinces de Courlande et de Vitebsk. Elle s'étend sur une superficie de 65,791 kilomètres carrés et possédait au 1^{er} janvier 1922 une population de 1,850,000 habitants.

ASPECT ÉCONOMIQUE.

La Lettonie est un pays agricole.

Près des quatre cinquièmes de la population s'occupent d'agriculture et des industries qui en dérivent : laiterie, élevage, apiculture, etc. Les principales cultures sont le lin, l'avoine, le seigle, l'orge, les pommes de terre, les pois.

Aujourd'hui, comme avant la guerre, le lin constitue son principal article d'exportation.

En 1913, la récolte lettone de lin s'élevait à environ 30,000 tonnes de fibres et 20,000 tonnes de graines, dont la plus grande partie était expédiée en Angleterre, en Allemagne, en Hollande et en Belgique. Fortement réduite par suite de la guerre, la récolte de 1922 s'est élevée à nouveau à 15,000 tonnes de fibres et 15,000 tonnes de graines de lin.

L'élevage constitue également un élément important dans la vie économique du

(1) Projet de loi, n° 25.

(2) La Commission, présidée par M. Brunet, est composée de MM. Brauquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Eckelers, Fischer, Franck, Hubin, Hymans, Janson, Jaspas, Piérard, Raemdonck, Renkin, Staudaert, Troclet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vercauteren et Winandy.

pays. Celui-ci envoie sur les marchés occidentaux de grandes quantités d'œufs et de beurre. La seule exportation du beurre letton représentait, en 1922, une valeur d'environ 20,000 lats (francs-or) par jour.

La Lettonie possède d'immenses ressources en bois. Les forêts, de conifères notamment, couvrent 25 p. c. de la superficie totale du pays. Lorsque l'exportation des bois sera rationnellement organisée, la Lettonie espère exporter par an 50 millions de pieds cubiques de bois, indépendamment des quantités énormes de bois russes, qui normalement passent par les ports lettons.

Avant la guerre mondiale, l'industrie lettone — en ne tenant pas compte des petits établissements de moins de 50 ouvriers — comprenait plus de 700 fabriques occupant 80,000 ouvriers; sa production annuelle dépassait 600 millions de francs-or. Cette industrie, presque entièrement ruinée par la guerre, s'est reconstituée petit à petit et en 1924 déjà, 28,000 ouvriers étaient occupés dans les industries métallurgique, alimentaire, du bois, textile, du papier, extractive, etc.

A l'exportation, les industries principales de Lettonie sont celle du bois, de la cellulose, du papier et du carton goudronné, des allumettes, de l'ameublement, des cuirs et des produits métallurgiques.

En 1924, le commerce extérieur de la Lettonie s'est élevé à l'exportation à 170,500,000 lats et à l'importation à 236,300,000 lats.

Les principaux produits importés par la Lettonie sont les suivants : coton et dérivés, sucre, blés et farines, houille, machines industrielles, laine et dérivés. Les pays fournisseurs les plus importants du marché letton se sont classés en 1924 comme suit : Allemagne, Grande-Bretagne, Russie, Lithuanie, Danemark, Pays-Bas, États-Unis qui ont envoyé chacun pour plus de 10 millions de lats de produits en Lettonie.

ECHANGES ENTRE LA BELGIQUE ET LA LETTONIE.

Nous avons signalé déjà que notre pays est un des acheteurs principaux de la Lettonie, en particulier pour ses produits agricoles.

En 1924 les exportations de la Lettonie vers l'Union-Belgo-Luxembourgeoise ont atteint le chiffre important de 34,5 millions de lats, soit 18 p. c. de l'ensemble de ses exportations, nous plaçant au deuxième rang des clients de la Lettonie, après la Grande-Bretagne et avant l'Allemagne. Nos importations, au contraire, ont été des plus faibles. Elles n'ont été que de 4.2 millions de lats, nous plaçant seulement au 14^e rang des fournisseurs de la Lettonie.

Le tableau I annexé à ce rapport donne à ce sujet quelques précisions complémentaires pour les années 1922 à 1925.

POSSIBILITÉS COMMERCIALES.

La disproportion entre nos ventes et nos achats conclus avec la Lettonie, trahit avec évidence que l'attention de nos industriels s'est insuffisamment portée sur ce marché. Sans doute, son importance immédiate n'est pas de première grandeur, mais elle ne peut que se développer au fur et à mesure que la Lettonie parviendra à vaincre les difficultés de la reconstruction économique, et qu'elle se rapprochera d'un équilibre financier, provisoirement encore insuffisant. D'ailleurs, on peut prévoir que la Lettonie ne restera pas dans l'état d'isolement économique où elle se trouve actuellement. Elle négocie déjà avec les autres pays baltes, l'Esthonie, la Lithuanie et la Finlande, en vue de la constitution d'une vaste

union douanière. Ceux qui seront parvenus à s'implanter en temps opportun sur ce marché seront évidemment les premiers bénéficiaires de la nouvelle efflorescence économique, que ces accords produiront vraisemblablement pour le pays letton, et la Belgique n'a pas le droit de négliger aucun élément de prospérité de ses industries d'exportation.

Parmi les produits, dont la Lettonie a besoin, il en est plusieurs qui rentrent dans nos grandes industries nationales : le sucre et ses dérivés, la houille, les textiles, la verrerie, les fers et les aciers, les machines industrielles et agricoles.

Un membre de la section centrale, ayant visité la Lettonie, a signalé à ce sujet l'insuffisance de notre représentation commerciale dans ce pays. Tandis que les industriels de nos pays voisins, et notamment les industriels français, dont la situation vis-à-vis de la Lettonie n'est certainement pas plus favorable que celle des industriels belges, se groupent pour la propagande et pour l'introduction de leurs produits, il n'a pu constater aucun effort similaire de la part de nos nationaux.

Sans doute la situation financière difficile que la Lettonie traverse encore nécessite quelque circonspection dans l'octroi de crédits, mais il est souhaitable que la Belgique profite plus largement des possibilités commerciales réelles que la Lettonie lui offre déjà à l'heure actuelle.

LA LETTONIE MARITIME.

La Lettonie n'a guère de marine. Sa flotte commerciale se compose de 34 navires à vapeur, tous de faible tonnage. Au total 22,700 tonnes et de 55 voiliers, ne jaugeant ensemble que 7,700 tonneaux. Mais elle a l'avantage de posséder plusieurs ports susceptibles d'intéressants développements: Riga, Libau et Windau. Ces ports sont accessibles toute l'année et ils constituent de par leur situation des voies de transit naturelles pour les importations et les exportations russes. Avant la guerre 28 p. c. de toutes les exportations russes traversaient le territoire letton. Riga était la premier port du monde pour les expéditions du bois et du lin et encore à l'heure présente ce port tient pour ces articles une place importante dans les échanges européens.

Ces faits ne sont pas à négliger par notre commerce. Entre les ports lettons et nos ports nationaux les communications peuvent être augmentées sensiblement et il est à souhaiter que les armements belges prennent dans ce trafic une place plus importante.

Jusqu'ici le pavillon belge n'a fait dans les ports lettons que des apparitions excessivement rares.

RÉGIME DOUANIER.

Le tarif douanier letton actuel date du 2 juin 1922. Un nouveau tarif à double colonne est en préparation. Le tarif minimum sera applicable à tout pays ayant avec la Lettonie un accord commercial. Le tarif maximum, dont les droits seraient de 50 p. c. supérieurs aux droits correspondants du tarif minimum, sera applicable aux autres.

Ce projet de nouveau tarif est actuellement à l'examen des Chambres lettones. Il est, par conséquent, désirable que les Chambres belges se prononcent le plus rapidement possible sur notre traité avec la Lettonie, pour qu'il puisse être ratifié avant la date d'application du nouveau tarif.

Jusqu'à présent les accords douaniers, conclus par la Lettonie, ne comportent aucune réduction de droits. Le traitement de la nation la plus favorisée, inscrit dans notre traité, nous assure le bénéfice de toute réduction qui serait faite ultérieurement par la Lettonie à un pays tiers quelconque, à l'exception des États baltes, avec lesquels la Lettonie négocie la constitution d'une union douanière. Il existe, d'ailleurs, dès à présent, un régime douanier spécial entre ces divers pays.

L'annexe II de ce rapport contient l'énumération des principaux traités de commerce actuellement déjà en vigueur avec la Lettonie.

ANALYSE DU TRAITÉ.

L'article premier garantit aux ressortissants de chaque Partie, sur le territoire de l'autre, la liberté de résider et de se déplacer.

Par l'article 2, les deux Parties assurent réciproquement à leurs ressortissants le traitement de la nation la plus favorisée, en matière d'établissement et d'exercice du commerce, de l'industrie et des métiers.

Ce même traitement sera appliqué, en vertu des articles 3 et 4, pour ce qui concerne l'acquisition, l'occupation, la location de biens meubles et immeubles, ainsi que le droit d'en disposer et notamment d'exporter le produit de la vente de leurs biens, en se conformant aux lois du pays.

En vertu de l'article 5, les ressortissants des deux Parties contractantes jouiront d'une protection et d'une sécurité complètes pour leur personne et leurs biens. Ils auront libre accès auprès des tribunaux pour la défense de leurs droits et pourront faire valoir leurs réclamations contre l'État et ses organes devant toutes autorités compétentes.

L'article 6 défend les immeubles et locaux des ressortissants de l'une des Parties établis dans le territoire de l'autre, contre toutes visites domiciliaires ou perquisitions, contre tout examen ou inspection des livres, papiers ou comptes, sauf dans les conditions et formes autorisées à l'égard des nationaux eux-mêmes.

L'article 7 exempte les ressortissants de chacune des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et contributions en tenant lieu, de tous emprunts forcés. Ils jouiront du traitement national en ce qui concerne les prestations et réquisitions militaires et les indemnités dues de ce chef aux nationaux.

Par l'article 8, les deux Parties accordent réciproquement à leurs ressortissants le traitement de la nation la plus favorisée en matière d'impôts, taxes et contributions.

L'article 9 garantit aux Compagnies et autres Associations commerciales, industrielles, financières et d'assurances de l'une des Parties, la reconnaissance juridique dans l'autre et le droit d'accès auprès des tribunaux. Les dites Compagnies et Associations jouiront, en matière d'établissement et d'exercice du commerce et de l'industrie, du traitement de la nation la plus favorisée. Elles bénéficieront, en matière fiscale, du traitement national, étant entendu que le régime des Compagnies et Associations belges, admises à exercer leur activité en Lettonie, sera celui de la nation la plus favorisée.

L'article 10 prévoit la conclusion de conventions spéciales, en vue de réglementer la protection réciproque des droits de propriété industrielle, littéraire et artistique.

L'article 11 a trait aux privilèges, exemptions et immunités accordés, notamment en matière d'impôts, aux agents consulaires.

L'article 12 règle la procédure à suivre, en cas de décès d'un ressortissant d'une des Parties sur le territoire de l'autre, notamment en vue de la conservation et de l'administration de la succession du défunt.

Par l'article 13, les deux Parties se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée à l'importation et à l'exportation des marchandises, tant en ce qui concerne les droits de douane, charges et autres taxes, que les prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, sous réserve de faire dépendre éventuellement le bénéfice de ces dispositions de la présentation de certificats d'origine. Restent naturellement réservées les restrictions figurant habituellement dans les conventions commerciales (événements de guerre, mesures sanitaires ou de sécurité publique, protection des animaux ou des plantes utiles, monopoles d'Etat.)

En vertu de l'article 14, les produits du territoire de l'une des Parties, importés dans le territoire de l'autre y bénéficieront du traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne toutes taxes ou droits d'octroi, de péage, de magasinage, d'accise ou de consommation. La perception de droits de transit n'est pas autorisée, sous réserve des droits ou taxes exclusivement affectés à couvrir des dépenses de surveillance et d'administration imposées par ce transit.

L'article 15 contient les dispositions habituelles en matière de régime des voyageurs de commerce et de leurs échantillons; il prévoit l'admission en franchise temporaire de ces échantillons, sous réserve éventuellement d'un cautionnement.

L'article 16 prévoit le régime de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'usage, par les navires de l'une des Parties, des lieux, ports et rivières de l'autre, ouverts au commerce extérieur; les dits navires bénéficieront, en matière de navigation, des droits, faveurs, libertés, immunités et exemptions garantis aux navires nationaux eux-mêmes.

Les navires avec leurs cargaisons, voyageurs et les bagages de ceux-ci, entrant dans les eaux et ports de l'une des Parties ou en sortant, bénéficieront du traitement national, en matière de droits et taxes à acquitter, sous quelque dénomination et pour quelque autorité que ce soit. Il en sera de même en ce qui concerne l'utilisation des ports, rades, havres et bassins, le placement, le chargement et le déchargement des navires et, en général, toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis des navires de commerce, leurs équipages et leur cargaison. Nonobstant ces dispositions, les deux Parties sont autorisées à réserver à leur pavillon national le cabotage et la pêche dans les eaux territoriales, ainsi que le remorquage et autres services du port.

Les articles 18, 19 et 20 règlent la procédure à suivre en cas de différends survenant entre capitaines de navires, officiers et équipages, en cas de désertion de marins, en cas de naufrage, d'avaries en mer ou de relâche forcée.

Par l'article 21, les deux Parties se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en matière de formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions du présent traité.

L'article 22 énumère les exceptions générales à la clause de la nation la plus favorisée. Il s'agit des exceptions figurant habituellement dans les conventions commerciales (trafic frontalier, Union douanière) ou insérées dans tous les accords commerciaux conclus par la Lettonie et qui visent les concessions spéciales accordées à la Russie ou aux États baltes (Finlande, Esthonie, Lithuanie). Toute-

fois, ces concessions seraient immédiatement étendues à l'Union belgo-luxembourgeoise si un tiers État non cité ci-dessus était appelé à en bénéficier.

En vertu de l'article 23, les deux Parties s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'engagement et le transport des émigrants ainsi que l'établissement d'agences par les compagnies de navigation ou entreprises d'émigration.

L'article 24 convient que les contestations qui pourraient s'élever sur l'application et l'interprétation du traité, seront déférées à un tribunal arbitral mixte, constitué dans chaque cas et comprenant un nombre égal de représentants des deux Parties. Faute d'accord, il sera fait appel à un tiers arbitre, dont la désignation sera éventuellement demandée au Président de la Cour Permanente de Justice Internationale.

L'article 25 stipule que le traité entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications. La durée minimum de l'accord est fixée, par le même article, à un an. S'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prorogé par tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps. En cas de dénonciation, le préavis est fixé à six mois.

CONCLUSION.

Le grand mérite de ce traité est de mettre fin à l'état inorganique et instable de nos relations commerciales avec la Lettonie.

Espérons que sa conclusion exercera sur le développement de nos rapports commerciaux avec elle, l'influence la plus heureuse.

La Commission a été unanime pour l'approuver.

Elle invite la Chambre à suivre son exemple.

Le Rapporteur,

FR. VAN CAUWELAERT.

Le Président,

É. BRUNET.

IMPORTATIONS

en provenance de Lettonie dans l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise.

Marchandises.	Quantités : 1000 kilogr.				Valeurs (1000 francs).			
	1922	1923	1924	1925	1922	1923	1924	1925
Grains (surtout avoine) . . .	434	1,520	49	—	254	1,027	40	—
Légumes frais.	125	—	—	—	27	—	—	—
Légumes secs à cosse . . .	—	288	—	—	—	293	—	—
Peaux brutes	2	16	—	—	74	522	—	—
Bitumes	—	53	—	—	—	82	—	—
Graines de lin	1,989	3,094	5,093	9,839	2,555	3,763	11,882	9,197
Bois de construction et d'ébénisterie	36,980	62,389	93,517	35,000	9,898	20,928	25,132	17,300
Perches et pièces de bois divers autres	887	22,681	126,930	26,509	125	3,230	13,647	4,210
Chanvre et lin et étoupes de chanvre et lin	6,008	8,127	9,773	10,600	23,933	47,940	72,398	99,600
Fils de lin et d'autres filaments végétaux.	—	222	16	—	—	2,651	179	—
Ouvrages en bois (plaquages et bois filés ou tranchés). . .	393	455	952	2,400	365	481	1,489	3,050
Papiers.	16	203	—	—	13	215	—	—
Union belgo-luxembourgeoise (huit mois)	46,894	99,352	—	—	37,440	83,381	—	—
Belgique (quatre mois) . . .	3,435	—	—	—	9,191	—	—	—

Note. — Les chiffres ci-dessus ne sont peut-être pas en tout point d'une rigueur incontestable. Ceux de 1922 et 1923 sont extraits du tableau annuel du commerce spécial de la Belgique (Union belgo-luxembourgeoise) avec la Lettonie.

Pour l'année 1924, il a fallu additionner les chiffres relatifs à la période 1 janvier-9 novembre et ceux relatifs à la période 9 novembre-31 décembre (nouvelle nomenclature douanière).

Les quelques chiffres donnés pour l'année 1925 sont extraits du « Bulletin mensuel du commerce spécial belgo-luxembourgeois » pour décembre 1925.

EXPORTATIONS

de l'Union Économique Belgo-Luxembourgeoise à destination de la Lettonie.

Marchandises.	Quantités : 1000 kilogr.				Valeurs (1000 francs).			
	1922	1923	1924	1925	1922	1923	1924	1925
Sucres	—	605	9,401	—	—	1,221	2,828	—
Phosphates basiques	611	8,280	—	—	137	2,084	—	—
Superphosphates de chaux	1,040	485	—	—	155	125	—	—
Laines	169	212	101	—	1,567	3,494	1,784	—
Produits chimiques	63	438	—	—	69	165	—	—
Teintures et couleurs.	664	38	—	—	701	83	—	—
Fils de laine et de poils.	5	8	—	—	94	233	—	—
Fils de coton	8	24	0,691	—	62	410	9	—
Tissus de coton	10	17	—	—	139	415	—	—
Vêtements	9	—	—	—	150	—	—	—
Glaces	4	45	—	—	9	127	—	—
Verres de vitrage.	79	26	—	—	95	32	—	—
Fer et acier	2,010	7,400	6,590	13,884	1,013	5,669	4,722	8,894
Plomb	—	24	—	—	—	60	—	—
Zinc	7	22	—	—	11	65	—	—
Machines et mécaniques	—	281	—	—	—	1,860	—	—
Armes	1	2	—	—	39	87	—	—
Union belgo-luxembourgeoise (huit mois)	4,972	18,14	—	—	4,531	16,656	—	—
Belgique (quatre mois)	161	—	—	—	141	—	—	—

(Voir la note du tableau précédent).

ANNEXE II.

Les Traités de commerce de la Lettonie.

COCONTRACTANT.	DATE.	DUREE.	DISPOSITIONS.	Exceptions au régime de la Nation la plus favorisée.
ALLEMAGNE .	27 mars 1922.	3 ans avec préavis 6 mois.	Nation la plus favorisée.	Réduction des privilèges spéciaux accordés aux Alliés et les exceptions habituelles (Trafic frontalier — avantages découlant d'Unions douanières spécialement avec autres Etats Baltiques — en plus, exception des avantages accordés par la Lettonie à l'U. R. S. S.
TCHÉCOSLOVAQUIE.	7 octobre 1922.	1 an préavis 6 mois.	Nation la plus favorisée. Ratifié le 25 octobre 1923.	
HONGRIE . .	fin 1922.	indéterminée préavis 3 mois.	En principe traitement de la Nation la plus favorisée. Octroi réciproque de réduction tarifaires. Ratifié le 13 février 1925.	Précisions font défaut.
GRANDE-BRETAGNE.	22 juin 1923.	préavis de 12 mois.	Octroi réciproque, liberté commerce et navigation. Nation la plus favorisée en matière douane, régime des voyageurs de commerce, trafic frontière, séjour de navires dans les ports et chargement. Régime intégral Nation la plus favorisée aux produits des Colonies, Dominions, etc. britanniques.	
ESTHONIE . .	1 ^{er} novembre 1923.	—	Convention commerciale préliminaire à l'établissement d'une Union douanière. Régime Nation la plus favorisée en matière commerce, industrie et navigation. Clauses d'établissement.	
PAYS-BAS . .	2 juillet 1924.	—	Traitement de la Nation la plus favorisée appliqué aux relations commerciales.	
NORVÈGE . .	août 1924 ?	—	Traitement de la nation la plus favorisée.	Précisions font défaut.
FINLANDE. .	23 août 1924	Préavis 12 mois.	Traité de commerce et de navigation basé sur traitement de la Nation la plus favorisée.	Exceptions habituelles. Lettonie excepte en outre avantages accordés à Esthonie et Lithuanie en vertu d'union douanière.
FRANCE . .	30 octobre 1924.	1 an-3 mois.	Convention de commerce basée sur régime de la Nation la plus favorisée. La France accorde un tarif minimum en général. Entrée en vigueur le 26 février 1925.	Exceptions habituelles. Lettonie excepte avantages accordés aux Etats Baltiques et à la Russie.

COCONTRACTANT.	DATE.	DURÉE.	DISPOSITIONS.	Exceptions au régime de la Nation la plus favorisée.
DANEMARK .	3 novembre 1924.	1 an-6 mois de préavis.	Traité de commerce et de navigation basé sur la clause de la Nation la plus favorisée.	Lettonie excepte les avantages qu'elle accorderait aux Etats Baltiques et éventuellement à l'U. R. S. S.
SUISSE . .	4 décembre 1924.	1 an-6 mois de préavis.	Convention commerciale basée sur régime de la Nation la plus favorisée.	Comme ci-dessus.
SUÈDE. . .	22 novembre 1924.	1 an-6 mois de préavis.	Traité de commerce et de navigation basé sur traitement de la Nation la plus favorisée.	Comme ci-dessus.
JAPON. . .	4 juillet 1925.	Préavis 6 mois.	Traité de commerce.	Précisions font défaut.
ITALIE. . .	juillet 1925 ?	—	Traité de commerce.	Précisions font défaut.
LITHUANIE .	décembre 1925.		Accord provisoire préalable à l'Union douanière établissant pour les échanges commerciaux le régime de la Nation la plus favorisée.	

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 MEI 1926.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het Handels- en Scheepvaartverdrag
tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond
en Letland (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSCHE ZAKEN (2).
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CAUWELAERT.

MIJNE HEEREN,

Het Verdrag, U ter goedkeuring onderworpen, is het eerste handelsverdrag gesloten tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Verbond en Letland, waarvan het bestaan als onafhankelijken Staat slechts dagteekent van sedert den Grooten Oorlog.

Letland bestaat uit de vroegere Russische provincie Lijfland en uit deelen van de provinciën Koerland en Vitebsk. Het heeft eene oppervlakte van 65,791 vierkante kilometer en telde 1,850,000 inwoners op 1 Januari 1922.

ECONOMISCH UITZICHT.

Letland is eene landbouwstreek.

Bijna vier vijfde van de bevolking houden zich bezig met landbouw en met de daarvan afhangelende nijverheidsbedrijven : melkvoortbrengst, veeteelt, bijenteelt, enz. De landbouwproductie bestaat vooral uit vlas, haver, rogge, gerst, aardappelen en erwten.

Zijn belangrijkste exportartikel is thans, zooals vóór den oorlog, het vlas.

In 1913 bedroeg de Letlandsche vlasoogst ongeveer 30,000 ton vezels en 20,000 ton zaad, waarvan het grootste deel verzonden werd naar Engeland, Duitschland, Holland en België. Deze voortbrengst verminderde zeer gedurende den oorlog, maar steeg in 1922 weer tot 15,000 ton vezels en 15,000 ton vlaszaad.

De veefokkerij is eveneens een belangrijk bestanddeel van het economisch leven

(1) Wetsontwerp, n° 25.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Branquart, Brunfaut, Carton de Wiart, Destrée, de Wouters d'Oplinter, Eekelers, Fischer, Franck, Hubin, Hymans, Janson, Jaspar, Piérard, Raemdonck, Renkin, Standaert, Troclet, Van Cauwelaert, Verachtert, Vercammen en Winandy.

van dit land. Zij voorziet de westeuropeesche markten van groote hoeveelheden eieren en boter. Alleen de boteruitvoer vertegenwoordigde, in 1923, eene waarde van ongeveer 20,000 lats (goud-franks) per dag.

Letland bezit zeer uitgestrekte bosschen. De dennenwouden bedekken namelijk 25 t. h. van de geheele oppervlakte van het land. Wanneer de houtuitvoer redematig zal ingericht zijn, hoopt Letland jaarlijks 50 millioen kubiekvoet hout te kunnen uitvoeren, buiten de enorme hoeveelheden Russisch hout voor dewelke de Letlandsche havens de normale doorvoerhavens zijn.

Vóór den oorlog bezat Letland, buiten de kleine inrichtingen van minder dan 50 werklieden, meer dan 700 fabrieken met 80,000 arbeiders. De jaarlijksche productie overtrof 600 millioen goud-frank. Bijna geheel vernietigd door den oorlog, heeft deze nijverheid zich stilaan weer opgericht, en in 1921 waren reeds 28,000 arbeiders weer aan het werk in de metaal-, voedings-, hout-, textiel, papier-, en delfstoffennijverheid.

Voor den uitvoer is de bijzonderste nijverheid van Letland : hout, cellulose, papier, geteerd bordpapier, lucifers, meubels, leder en metaalproducten.

In 1924, bedroeg de buitenlandsche handel van Letland, voor den uitvoer, 170,500,000 lats, en voor den invoer, 256,300,000 lats.

De bijzonderste invoerproducten zijn : katoen en bijproducten, suiker en meel, steenkolen, nijverheidswerktuigen, koren, wol en bijproducten. De landen die het meest aan de Letlandsche markt leveren werden in 1924 gerangschikt als volgt : Duitschland, Engeland, Rusland, Litauen, Denemarken. Holland, Vereenigde-Staten, die elk voor meer dan 10 millioen lats producten in Letland hebben ingevoerd.

RUILVERKEER TUSSCHEN BELGIË EN LETLAND.

Wij hebben reeds gezegd dat ons land een der bijzonderste koopers in Letland is, hoofdzakelijk voor diens landbouwproducten.

In 1924, bedroeg de uitvoer van Letland naar het Belgisch-Luxemburgsch Verbond de belangrijke som van 31.5 millioen lats, hetzij 18 t. h. van zijn geheele uitvoer, waardoor wij ons dus plaatsten op den tweeden rang van de cliënten van Letland, na Engeland, en vóór Duitschland. Onze invoer, daarentegen, was zeer zwak. Deze bedroeg slechts 4.2 millioen lats, waardoor wij slechts de veertiende plaats bekleeden onder de leveranciers van Letland.

De tabel, bijlage I van dit verslag, geeft daaromtrent eenige aanvullende inlichtingen voor de jaren 1922 tot 1925.

WAT DE HANDEL ONS BIEDEN KAN.

De wanverhouding tusschen onzen verkoop en onzen aankoop in Letland wijst duidelijk aan dat onze industrieelen niet genoeg aandacht hebben geschonken aan deze markt. Voorzeker is het onmiddellijk belang van deze markt niet zoo groot, maar het zal steeds groeien naar gelang Letland er zal toe komen de moeilijkheden van zijn economisch herstel te overwinnen, en het zijn financieel evenwicht zal nader komen, dat thans nog zeer onvoldoende is. Het is overigens te voorzien dat Letland niet in den staat van economische afzondering zal blijven waarin het thans verkeert. Het onderhandelt reeds met de overige Baltische landen, Esthland, Litauen en Finland, voor het tot stand brengen van een machtig tolverbond. Degenen die zich op het gunstig oogenblik op deze markten

hebben kunnen vestigen, zullen natuurlijk de eersten zijn om voordeel te trekken uit de nieuwe economische heropleving, welk deze overeenkomsten waarschijnlijk zullen tot stand brengen voor Letland, en België mag geen enkelen factor van voorspoed voor zijne exportnijverheid veronachtzamen.

Onder de producten die Letland noodig heeft, zijn er vele die de groote nijverheidstakken van ons land leveren kunnen : suiker en bijproducten, steenkolen, textielproducten, glas, ijzer en staal, nijverheids- en landbouwmachines.

Een lid van de Middenafdeeling heeft te dien aanzien gewezen, op de ontoereikendheid van onze handelsvertegenwoordiging in dit land. Terwijl de industrieelen van de naburige landen, inzonderheid de Fransche industrieelen, wier toestand tegenover Letland voorzeker niet gunstiger is dan deze van de Belgische industrieelen, zich voor de propaganda en voor den invoer van hunne producten groepeeren, werd eene dergelijke poging door onze landgenooten nergens gedaan.

Voorzeker, maant de moeilijke financiële toestand, waarin Letland nog verkeert, ons tot voorzichtigheid aan bij het verleenen van credieten, maar het is wenschelijk dat België ruimer gebruik make van de werkelijke handelsmogelijkheden die Letland thans reeds aanbiedt.

LETLAND OP ZEEGEBIED.

Letland bezit, om zeggens, geene zeemacht. Zijne handelsvloot bestaat uit 31 stoomschepen alle met geringe tonnemaat, te zamen 22,700 ton ; en 53 zeilschepen met te zamen niet meer dan 7.700 tonnemaat. Het land heeft echter dit voordeel, dat het tal van havens bezit welke vatbaar zijn voor machtige uitbreiding ; Riga, Libau en Windau. Deze havens bieden aanleggelegenheid gansch het jaar door en zijn, wegens hun toestand zelf, natuurlijke doorvoerwegen voor den in- en uitvoer van Rusland. Vóór den oorlog, ging 28 t.h. van den russischen uitvoer over het Letlandsch grondgebied. Riga was de eerste haven van de wereld wat het hout- en vlasvervoer betreft en heden ten dage nog bekleedt deze haven, voor genoemde artikelen, eene aanzienlijke plaats in het Europeesch ruilverkeer.

Deze feiten zijn niet van belang ontbloot voor onzen handel. Het verkeer tusschen de havens van het land en de onze kan merkkelijk worden verhoogd en het ware wenschelijk dat onze Belgische reeders er eene ruimere plaats innamen.

Totnogtoe was het maar zelden dat men de Belgische vlag in de Letlandsche havens zag wapperen.

HET TOLREGIME.

Het thans in Letland bestaande toltarief dagteekent van 2 Juni 1922. Een nieuw tarief met dubbele kolom wordt in gereedheid gebracht. Het minimum-tarief zal van toepassing zijn op ieder land dat met Letland eene handelsovereenkomst heeft. Op de overige landen zal het maximum-tarief worden toegepast : de rechten daarvan zullen 50 t. h. hooger staan dan de daarmede overeenkomende rechten van het minimum-tarief.

Dit nieuwe ontwerp wordt thans door de Letlandsche Kamers onderzocht. Dienvolgens is het wenschelijk dat de Belgische Kamers zoo spoedig mogelijk uitspraak doen over onze overeenkomst met Letland, opdat deze hare goedkeuring krijgje alvorens het nieuw tarief van toepassing wordt.

Totnogtoe behelzen de door Letland gesloten tolovereenvakommen geene vermindering van rechten. De behandeling van de meest begunstigde natie, beginsel dat in ons verdrag geschreven staat, bezorgt ons het voordeel van elke vermindering welke later door Letland aan eenig ander land mocht worden toegestaan, behalve, wat de Baltische Staten betreft, met dewelke Letland, het tot stand brengen van eene tol-unie onderzoekt. Reeds heden ten dage bestaat er trouwens tussehen deze onderscheidene landen een bijzonder tolregime.

Bijlage II van dit verslag bevat de lijst der voornaamste handelsverdragen welke vooralsnu in Letland van kracht zijn.

ONTLEDING VAN HET VERDRAG.

Het eerste artikel verleent aan de onderhoorigen van elke Partij wederzijds de vrijheid van zich te vestigen en er te reizen op het grondgebied der andere Partij.

Krachtens artikel 2, bekomen de onderhoorigen van beide Partijen wederzijds de behandeling der meest begunstigde natie, wat betreft de vestiging en de uitoefening van handel, nijverheid en ambachten.

Dezelfde behandeling wordt toegepast, krachtens de artikelen 3 en 4, wat betreft het verkrijgen, het betrekken, het huren van roerende en onroerende goederen, alsmede het recht erover te beschikken en inzonderheid het uitvoeren der opbrengst van den verkoop hunner goederen, mits zich te gedragen naar de wetten van het land.

Krachtens artikel 5, genieten de onderhoorigen van beide Verdragsluitende Partijen volledige bescherming en veiligheid voor hunnen persoon en hunne eigendommen; zij hebben vrijen toegang tot de rechtbanken voor de verdediging hunner rechten en kunnen hunne eischen doen gelden tegenover den Staat en dezès organen bij elke bevoegde overheid.

De onroerende goederen en de lokalen van de onderhoorigen van eene der Partijen, gelegen op het grondgebied van de andere Partij, worden beschermd tegen elke huiszoeking of doorzoeking, tegen elk onderzoek of nazicht der boeken, papieren of rekeningen, tenzij onder de voorwaarden en in de vormvereischten welke gelden voor de onderhoorigen van het land zelf.

Krachtens artikel 7, worden de onderhoorigen van elke der verdragsluitende Partijen, op het grondgebied van de andere Partij, vrijgesteld van elken militairen dienst en van de lasten, welke dezen dienst vervangen, alsmede van elke gedwongen leening. Zij genieten de behandeling der landgenooten wat betreft de militaire dienstverstrekkingen en opeischingen en de daaruit voortvloeiende vergoedingen.

Naar luid van artikel 8, verleenèn beide Partijen wederzijds aan hunne onderhoorigen de behandeling van de meest begunstigde natie in zake belastingen, taxes of andere bijdragen.

Bij artikel 9, worden aan de vennootschappen en andere handels-, nijverheids-, financieele en verzekeringsmaatschappijen van eene der Partijen, wederzijds bij de andere Partij, de rechtspersoonlijkheid verleend alsmede de vrije toegang tot de Rechtbanken. Bedoelde vennootschappen en maatschappijen zullen in zake vestiging en uitoefening van handel en nijverheid, de behandeling der meest begunstigde natie genieten. Op fiscaal gebied, zullen zij de behandeling der landgenooten bekomen, met dien verstande dat het regime van de Belgische vennootschappen en maatschappijen, welke toegelaten worden hunne werk-

zaamheid in Letland uit te oefenen, datgene van de meest begunstigde natie wezen zal.

Artikel 10 voorziet bijzondere overeenkomsten van wederzijdsche bescherming tot regeling van den nijverheids-, letterkundigen en kunsteigendom.

Artikel 11 betreft de voorrechten, vrijstellingen en vrijdommen, verleend aan de consulaire agenten, namelijk in zake belastingen.

Artikel 12 regelt de procedure die in acht dient genomen te worden in geval van overlijden van een onderhoorige van eene der Partijen op het grondgebied der andere, namelijk tot het bewaren en beheeren van de nalatenschap van den overledene.

Bij artikel 13, verzekeren beide Partijen elkander de behandeling van de meest begunstigde natie, bij het invoeren en uitvoeren van waren, zoowel wat betreft de tolrechten, lasten en andere taxes, als de in- en uitvoerverboden en beperkingen, onder voorbehoud van eventueel de toepassing dezer bepalingen afhankelijk te maken van de overlegging van getuigschriften van herkomst. Blijven natuurlijk voorbehouden, de beperkingen die gewoonlijk in de handelsovereenkomsten voorkomen (oorlogsgebeurtenissen, gezondheids- of openbare veiligheidsmaatregelen, bescherming van nuttige dieren of planten, Staatsmonopolies).

Krachtens artikel 14, wordt op de voortbrengselen, afkomstig van het grondgebied van eene der Verdragsluitende Partijen en ingevoerd op het grondgebied van de andere, het tarief van de meest begunstigde natie toegepast, voor alle taxes, of octrooi- tol-, magazijn-, accijns- of verbruiksrechten. Het innen van doorvoer-rechten is niet toegelaten, onder voorbehoud van de rechten of taxes die uitsluitelijk bestemd zijn tot het dekken der kosten van toezicht en administratie welke deze doorvoer zou noodzakelijk maken.

Artikel 15 bevat de gewone voorschriften, wat betreft het regime van de handelsreizigers en de monsters die zij bij zich dragen; het voorziet de tijdelijke vrijstelling van rechten, wat de monsters betreft, onder voorbehoud van een eventuele borgstelling.

Artikel 16 voorziet het regime van de meest begunstigde natie, wat betreft het gebruik, door de schepen van eene der Partijen, van de plaatsen, havens en rivieren, van de andere, waar buitenlandschen handel gedreven wordt; gemelde schepen bekomen, wat de zeevaart betreft, de voordeelen van de rechten, gunsten, vrijheden, vrijstellingen en vrijdommen die aan de eigen landsschepen verleend worden.

De schepen met hunne lading, reizigers en dezer reisgoed, die de wateren of havens van eene der Partijen binnenloopen of verlaten, bekomen het voordeel van het nationaal tarief, wat betreft de te betalen taxes en rechten, hoe genaamd ook en ten aanzien van welke overheid het ook weze. Hetzelfde geldt, wat betreft het gebruik van havens, reeden, vloedhavens en dokken, het plaatsen, laden en lossen van schepen en, over het algemeen, alle om het even welke voorschriften en formaliteiten, waaraan handelsvaartuigen, hunne bemanning en hunne lading kunnen onderworpen worden. In weerwil van deze bepalingen, is het aan beide Partijen toegelaten de kustvaart en de visserij in de territoriale wateren, alsook den sleepdienst en de andere havendiensten aan hunne nationale vlag voor te behouden.

De artikelen 18, 19 en 20 regelen de procedure die in acht dient genomen te worden ingeval er geschillen rijzen tusschen scheepskapiteins, officieren en bemanningen, in geval van desertie van zeelieden, schipbreuk, averij op zee of gedwongen onderbreking der reis.

Bij artikel 21, verzekeren Partijen elkander de behandeling der meestbegunstigde natie voor alles wat de formaliteiten betreft, bestuurlijke of andere, noodig gemaakt door de toepassing van de in dit Verdrag vervatte beschikkingen.

Artikel 22 vermeldt de algemeene uitzonderingen op den regel der meestbegunstigde natie. Het betreft de gewoonlijk in de handelsovereenkomsten voorkomende uitzonderingen (grensverkeer, tolverbond) of die welke in al de door Letland aangegane handelsovereenkomsten opgenomen zijn en die betrekking hebben op de bijzondere concessies, aan Rusland of aan de Baltische Staten verleend (Finland, Esthland, Lithauen).

Deze concessies zouden echter onmiddellijk uitgebreid worden tot de Belgisch-Luxemburgsche Unie, zoo een derde hierboven niet vermelde Staat, het voordeel er van mocht genieten.

Krachtens artikel 23, verzekeren Partijen elkander de behandeling der meestbegunstigde natie, in alles wat betreft de aanwerving en het vervoer van landverhuizers, alsook wat betreft de vestiging van agentschappen door de scheepvaartmaatschappijen of de ondernemingen van landverhuizing.

Artikel 24 bepaalt dat de geschillen, die zouden kunnen oprijzen ten aanzien van de toepassing en de interpretatie van het verdrag, voor een gemengde scheidsrechterlijke rechtbank gebracht worden; deze rechtbank wordt voor elk geval samengesteld en bestaat uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van beide Partijen. Wordt het geschil niet bijgelegd, dan wordt beroep gedaan op een derden scheidsrechter, wiens aanstelling eventueel gevraagd wordt aan den Voorzitter van het Permanent Internationaal Hof van Justitie.

Artikel 25 bepaalt dat het verdrag van kracht wordt den vijftienden dag na de uitwisseling der bekrachtigingen. De minimum-duur van de overeenkomst wordt bij hetzelfde artikel vastgesteld op een jaar.

Indien het bij den afloop van dezen termijn niet opgezegd is, wordt het bij wijze van stilzwijgende vernieuwing voor een onbepaald tijdperk verlengd en is te allen tijde vatbaar voor opzegging.

De opzeggingstermijn is vastgesteld op zes maanden.

BESLUIT.

De groote verdienste van dit verdrag is : een einde te stellen aan het onbreken van organisatie en stabiliteit in onze handelsbetrekkingen met Letland.

Laat ons hopen dat het sluiten van dit verdrag de gelukkigste uitwerking zal hebben op de ontwikkeling van onze handelsbetrekkingen met dit land.

Uwe Commissie heeft het eensgezind goedgekeurd. Zij noodigt de Kamer uit haar voorbeeld te volgen.

De Verslaggever,

FR. VAN CAUWELAERT.

De Voorzitter,

E. BRUNET.

INVOER

van uit Letland naar de landen van het Economisch Verbond
tusschen België en Luxemburg.

Goederen.	Hoeveelheid : 1000 kilogr.				Waarde (1000 frank).			
	1922	1923	1924	1925	1922	1923	1924	1925
Graan (vooral haver)	432	1,520	49	—	254	1,027	40	—
Versche groenten	125	—	—	—	27	—	—	—
Drooge groenten zonder peul.	—	288	—	—	—	293	—	—
Onbewerkte huiden	2	16	—	—	74	522	—	—
Pek	—	53	—	—	—	82	—	—
Vlaszaad.	1,989	3,094	5,095	9,839	2,555	3,763	11,882	9,497
Bouw- en meubelhout.	36,980	62,389	93,517	35,000	9,898	20,928	25,132	17,300
Staken en gezaagd hout	887	22,681	126,930	26,509	125	3,230	13,647	4,210
Hennep en vlas en pluis van hennep en vlas	6,080	8,127	9,775	10,600	23,933	47,940	72,398	99,600
Vlas- en ander plantaardig garen.	—	222	16	—	—	2,651	179	—
Houtwerk (inlegwerk, aderhout en kloshout)	393	455	952	2,400	365	481	1,489	3,050
Papier	16	203	—	—	13	215	—	—
Verbond tusschen België en Luxemburg (acht maanden)	46,894	99,523	—	—	37,440	83,381	—	—
België vier maanden)	3,435	—	—	—	9,191	—	—	—

Nota. — Bovenstaande cijfers zijn misschien in sommige opzichten niet volkomen onbetwistbaar. De cijfers van 1922 en 1923 zijn getrokken uit de jaarlijksche tabel betreffende den bijzonderen handel van België. (Verbond tusschen België en Luxemburg) met Letland.

Voor het jaar 1924, moet men de samentelling maken van de cijfers betreffende het tijdsverloop 1 Januari-9 November en die betreffende het tijdsverloop 9 November-31 December (nieuwe tollijst).

De enkele cijfers voor 1925 zijn getrokken uit het « Bulletin mensuel du Commerce spécial belgo-luxembourgeois » voor December 1925.

UITVOER

van uit de landen van het Economisch Verbond tusschen België en Luxemburg naar Letland.

Goederen.	Hoeveelheid : 1000 kilogr.				Waarde (1000 frank).			
	1922	1923	1924	1925	1922	1923	1924	1925
Suiker	—	603	9,401	—	—	1,221	2,828	—
Basisch phosphorzuur	641	8,280	—	—	137	2,084	—	—
Hooge phosphorzuur kalk	1,040	485	—	—	155	425	—	—
Wollen stoffen	169	212	101	—	1,567	3,494	1,784	—
Chemische producten	63	438	—	—	69	165	—	—
Verf- en kleurstoffen	664	38	—	—	701	83	—	—
Wol- en haargaren	5	8	—	—	94	233	—	—
Katoengaren	8	24	0,691	—	62	410	9	—
Katoenen stoffen	10	17	—	—	139	415	—	—
Kleederen	9	—	—	—	150	—	—	—
Spiegelglas	4	45	—	—	9	127	—	—
Ruitglas	79	26	—	—	95	32	—	—
IJzer en staal	2,010	7,400	6,590	13,884	1,013	5,669	4,722	8,894
Loed	—	24	—	—	—	60	—	—
Zink	7	22	—	—	11	65	—	—
Machines en werktuigen	—	231	—	—	—	1,860	—	—
Wapens	1	2	—	—	39	87	—	—
Verbond tusschen België en Luxemburg (acht maanden)	4,972	18,148	—	—	4,531	16,656	—	—
België (vier maanden)	161	—	—	—	141	—	—	—

(Zie de nota bij de vorige tabel.)

BIJLAGE II.

De handelsverdragen van Letland.

VERDRAGSLUITEND LAND.	DATUM.	DUUR.	BEPALINGEN.	Uitzondering op de behandeling van de meest begunstigde Natie
DUITSCHLAND.	27 Maart 1922.	3 jaar met 6 maanden vooropzegging.	Meest begunstigde Natie.	Inkorting der bijzondere voorrechten verleend aan de Geallieerden en de gewone uitzonderingen. (Grensverkeer — voordeelen voortspruitende uit tolverbonden inzonderheid met andere Baltische Staten) met bovendien, uitzondering der voordeelen door Letland toegestaan aan de U. R. S. S.
TCHECHO-SLOWAKIJE.	7 October 1922.	1 jaar met 6 maanden vooropzegging.	Meest begunstigde Natie. Goedgekeurd den 25 ⁿ October 1923.	
HONGARIJE.	einde 1922.	Onbepaalde termijn met 3 maanden vooropzegging.	In beginsel behandeling van de meest begunstigde Natie, Wederkeerige toekenning van tariefvermindering. Goedgekeurd den 13 ⁿ Februari 1925.	Gegevens ontbreken.
GROOT-BRITTANNIE.	22 Juni 1923.	12 maanden vooropzegging.	Wederkeerige toekenning, handels- en scheepvaartsvrijheid. De meestbegunstigde Natie op tolgebied, regime van de handelsreizigers, grensverkeer, verblijf der schepen in de havens en lading. Integraal stelsel der meest begunstigde Natie voor de producten der Britsche koloniën. Dominions, enz.	
ESTHLAND.	1 November 1923.	—	Handelsovereenkomst vóór het oprichten van een tolverbond. Stelsel meest begunstigde Natie in zake handel, nijverheid en scheepvaart. Bepaling van oprichting.	
NEDERLAND.	2 Juli 1924.	—	Behandeling der meest begunstigde Natie toegepast op handelsbetrekkingen.	
NOORWEGEN.	Augustus 1924.	—	Behandeling der meest begunstigde Natie.	Gegevens ontbreken.
FINLAND.	23 Augustus 1924.	12 maanden vooropzegging.	Handels- en scheepvaartverdrag gesteund op het regime der meest begunstigde Natie.	Gewone uitzonderingen. Letland maakt bovendien uitzondering wat betreft de voordeelen verleend aan Esthland en Litauen krachtens het tolverbond.

VERDRAGSLUITEND LAND.	DATUM.	DUUR.	BEPALINGEN.	Uitzondering op de behandeling van de meest begunstigde Natie.
FRANKRIJK	30 October 1924.	1 jaar-3 maand.	Handelsovereenkomst gesteund op het regime der meest begunstigde Natie. Frankrijk verleent over het algemeen een minimum-tarief. In toepassing gebracht op 26 Februari 1925.	Gewone uitzonderingen. Letland maakt uitzondering wat betreft de voordeelen verleend aan de Baltische Staten en aan Rusland.
DENEMARKEN.	3 November 1924.	1 jaar-6 maanden vooropzegging.	Handels- en scheepvaartverdrag gesteund op het beginsel der meest begunstigde Natie.	Letland maakt eene uitzondering voor de voordeelen die het zou toestaan aan de Baltische Staten en eventueel aan de U.R.S.S.
ZWITSERLAND	4 December 1924.	1 jaar-6 maanden vooropzegging.	Handelsovereenkomst gesteund op het regime der meest begunstigde Natie.	id.
ZWEDEN . .	22 November 1924.	1 jaar-6 maanden vooropzegging.	Handels- en scheepvaartverdrag gesteund op het regime der meest begunstigde Natie.	id.
JAPAN. . .	4 Juli 1925.	Vooropzegging 6 maanden.	Handelsverdrag.	Gegevens ontbreken.
ITALIE . .	Juli 1925 ?	—	Handelsverdrag.	Gegevens ontbreken.
LITAUEN . .	December 1925.		Voorloopige overeenkomst voorafgaande het tolverbond waarbij voor het ruilverkeer het regime der meest begunstigde Natie wordt ingevoerd.	